

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ET CROISSANCE ECONOMIQUE DES PAYS DE L'UEMOA: RÔLE DES INSTITUTIONS

PUBLIC DEVELOPMENT AID AND ECONOMIC GROWTH IN WAEMU COUNTRIES: ROLE OF INSTITUTIONAL

MOHAMADOU Moustafa

Enseignant chercheur

Université Saint Thomas d'Aquin (USTA)

Burkina Faso

Questions Globales des Politiques Economiques (QGPE)

FAYAMA Satiéba

Docteur

Université Thomas SANKARA (UTS),

Burkina Faso

Questions Globales des Politiques Economiques (QGPE), CEDRES

Date de soumission : 02/08/2025

Date d'acceptation : 11/09/2025

Pour citer cet article :

MOHAMADOU. M & FAYAMA. S. (2025) «AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT et CROISSANCE ECONOMIQUE DES PAYS DE L'UEMOA: rôle des institutions», Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 6 : Numéro 9 » pp : 830 -860.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article analyse les effets de l'aide publique au développement sur la croissance économique des pays de l'UEMOA sur la période de 2000 à 2020. Pour ce faire, la méthode Fully Modified Least Square (FMOLS) sur données de panel a été utilisée. Les résultats révèlent que l'aide publique au développement a un impact positif direct sur la croissance économique des pays de l'UEMOA. Également, l'interaction entre l'aide publique au développement et les indicateurs de gouvernance (stabilité politique, contrôle de corruption) exercent un impact positif sur la croissance économique. Ainsi, la bonne gouvernance est un canal de transmission de l'efficacité et de l'efficacité en termes de croissance de l'aide publiquement au développement à long terme dans les pays de l'UEMOA. Il existe cependant, un seuil minimum (0,18) de qualité de gouvernance à partir duquel cet effet sur la croissance est plus accentué.

Les autorités des pays de l'UEMOA doivent mettre en place des politiques d'amélioration de la stabilité politique et de lutte contre les détournements des deniers publics afin de tirer les bénéfices de l'aide publique.

Mots clés : aide publique au développement, bonne gouvernance, croissance économique, FMOLS, UEMOA.

Abstract

This article analyses the effects of official development assistance on economic growth in WAEMU countries over the period 2000 to 2020. To do this, the Fully Modified Least Squares (FMOLS) method was used on panel data. The results reveal that official development assistance has a direct positive impact on economic growth in WAEMU countries. Furthermore, the interaction between official development assistance and governance indicators (political stability, control of corruption) has a positive impact on economic growth. Thus, good governance is a channel for transmitting the effectiveness and efficiency of long-term official development assistance growth in WAEMU countries. However, there is a minimum threshold (0.18) for governance quality above which this effect on growth is more pronounced.

The authorities in WAEMU countries must implement policies to improve political stability and combat the misappropriation of public funds in order to reap the benefits of official development assistance.

Keywords : official development assistance, good governance, economic growth, FMOLS, WAEMU.

Introduction

Les pays d'Afrique subsaharienne sont confrontés à une croissance économique faible et à un revenu insuffisant, ce qui limite leur capacité à mobiliser des ressources internes pour répondre à leurs besoins considérables en investissement. Cette incapacité contribue à perpétuer le cercle vicieux de la pauvreté et à les maintenir dans le sous-développement (Nurkse, 1953).

Dans l'optique de combler les déficits de l'épargne qui devrait être la principale source de financement des investissements, les pays de l'Afrique subsaharienne ont recours à des capitaux étrangers dont la principale est l'aide publique au développement. Dans certains pays africains, l'aide extérieure représente plus du tiers du budget de développement (Banque Africaine de Développement (BAD, 2006) et pour certains États environ 10% de leur revenu national (Chauvet, 2015).

L'aide publique au développement (APD) moderne a émergé après la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte marqué par la guerre froide, les débuts du mouvement de décolonisation et la nécessité de reconstruire l'Europe et l'Asie¹. Le Plan Marshall des années 1947 est souvent cité comme le premier exemple notable d'aide, visant à reconstruire l'Europe dévastée par la guerre. Ce concept désigne selon le Comité d'Aide au Développement (CAD, 1969) les financements fournis par les pays développés aux pays moins développés dans le but de favoriser le développement économique et d'améliorer les conditions de vie de la population. L'Afrique, en tant que l'un des premiers bénéficiaires de l'APD, a reçu un montant net qui est passé d'environ 26,72 milliards de dollars dans les années 1990 à 66,89 milliards de dollars en 2020, World Development Indicator (WDI, 2023). Dans de nombreux cas, les pays en développement ont bénéficié de fonds du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à travers divers programmes d'ajustement structurel (PAS) dans les années 1980 (Akpo et al., 2006). Ces programmes visaient à rétablir l'équilibre financier et à sortir ces pays de la crise de la dette, mais leurs effets escomptés sur ces économies n'ont pas été pleinement réalisés. Par la suite, la baisse des flux d'APD dans les années 1990, qui a coïncidé avec l'effondrement du mur de Berlin, s'est stabilisée dans les années 2000. Cette diminution s'explique en partie par les critiques formulées dans les pays donateurs concernant l'inefficacité présumée de l'APD et son alimentation potentielle de la corruption. En conséquence, certains ont appelé à sa suppression ou à sa réduction, tandis que dans les pays bénéficiaires, la réduction

¹ Aurélie LARQUEMIN, « L'aide publique au développement est-elle efficace à l'échelle macroéconomique ? » mémoire juin 2008, p7.

de l'APD est attribuée aux exigences croissantes imposées par les bailleurs de fonds, ce qui conduit à une réduction de la demande (Sane, 2022). Malgré les importants flux d'aide reçus par le continent africain depuis les indépendances et jusqu'à nos jours, les changements sociaux et économiques majeurs se font toujours attendre. Cette situation a suscité des questions sur l'efficacité de l'APD, alimentant ainsi un débat persistant au sein de la littérature économique sur la relation entre l'APD et la croissance économique. Certains chercheurs soutiennent que les flux d'APD ont des effets positifs sur la croissance économique des pays bénéficiaires (Papanek, 1973), (Hansen et Tarp, 2000), (Gupta et Islam, 1992), (Karas, 2006), (Malam, 2009), (Girma, 2015), tandis que d'autres remettent en question cette affirmation (Boone, 1994), (Griffin et Enos, 1970), (Feeny, 2005). Une troisième catégorie de chercheurs estime que l'impact positif de l'aide sur la croissance dépend de facteurs tels que la qualité des institutions et des politiques macroéconomiques appropriées (Burnside et Dollar, 2000), (Easterly et al., 2004), (Banque mondiale, 1998).

Alors que les flux d'APD ont diminué de manière significative dans les années 1990, (Burnside et Dollar, 1997) ont proposé une réponse aux critiques en démontrant que l'efficacité de l'APD dépendait de l'amélioration de la gouvernance dans les pays bénéficiaires. C'est ainsi que le concept de gouvernance est devenu un sujet majeur dans la littérature sur l'APD. Dans un contexte marqué par des périodes d'instabilité, de conflits et de défis de gouvernance, qui ont laissé des séquelles durables sur les structures politiques et économiques de la région, la question de la gouvernance en Afrique subsaharienne suscite un intérêt croissant au sein de la communauté internationale, des chercheurs et des acteurs du développement. Selon la banque africaine de développement (BAD, 2021), la gouvernance est un ensemble d'institutions, de processus, de politiques, de lois et de comportements qui influent sur la manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques, financières et sociales d'un pays, dans le secteur public comme dans le secteur privé et non étatique. En outre, l'amélioration de la qualité de la gouvernance est devenue une priorité pour les partenaires financiers des pays en développement, compte tenu de la rareté des sources de financement et de l'impératif de compétitivité dans le contexte de la mondialisation. De nombreuses agences internationales ainsi que de grands donateurs bilatéraux et multilatéraux (Banque mondiale, FMI, Union Européen, BAD) soutiennent des politiques et des décisions basées sur des preuves d'une allocation efficace des ressources, conditionnant ainsi leur aide à des progrès satisfaisants en matière de gouvernance. Par conséquent, les indicateurs de gouvernance revêtent une

importance cruciale dans la prise de décision stratégique concernant les pays avec lesquels des partenariats de coopération doivent être établis (Ahou, 2015).

Les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) se trouvent parmi les pays à faible capacité d'épargne et aux conditions sécuritaires et politique assez précaire, ce qui constituent un frein à leur décollage économique. Dans ces dernières années la plupart de la population affirme que l'aide ne nous aide pas mais nous maintienne dans le sous-développement et est un moyen de servitude. De ce fait, les autorités ont pris des mesures de suspensions de sur la conditionnalité de l'APD. Ainsi, les autorités ont affirmé leur ferme volonté sur l'aide en soulignant que « celui qui veut aider nous aide sans condition ». Cependant quel est le rôle de la gouvernance en matière de gestion de l'APD. D'où l'intérêt d'analyser le rôle de la qualité des institutions dans la relation entre l'APD et la croissance économique.

Ainsi, malgré ces défis sécuritaires et politiques (coups d'État et le terrorisme) auxquels certains pays de la zone (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Niger) font face, ces derniers ont reçu d'important flux d'aides pendant plusieurs années. Dans cette zone, les flux sont passés d'un montant d'environ 2,7 milliards de dollar US dans les années 2000 à 10,1 milliards de dollars US en 2020 (WDI, 2023). Parallèlement, pendant que les flux d'aides s'intensifiaient, les taux de croissance du PIB de l'Union n'ont guère observé beaucoup d'évolution. En 2000, le taux était de 1,8% et en moyenne 5,7% par an entre 2011 et 2019 avant de chuter à un taux de 2,1% 2020². Le classement des États membres de l'UEMOA dans le rapport 2019 du PNUD sur l'Indice de Développement Humain (IDH) indique que tous appartiennent à la catégorie des « Pays à faible développement humain » avec une moyenne de 0,470 et un revenu par habitant de 970\$. Cette faiblesse de IDH est préoccupante, dans la mesure où elle témoigne de la progression du niveau de pauvreté imputable à la mauvaise performance économique associée notamment aux conditions sécuritaires au sein de la zone, à la mauvaise gestion économique et aux obstacles au renforcement de l'intégration régionale. Par conséquent, l'efficacité de l'aide au développement à la croissance et à l'amélioration du bien-être de la population reste sujette à controverse. Quel est l'impact de la gouvernance sur la relation entre l'APD et la croissance économique dans les pays de l'UEMOA ? Ces pays ont en commun des politiques de développement, possèdent à peu près les mêmes réalités et ont presque les mêmes partenaires historiques. Nous supposons que la qualité de la gouvernance a impact positif sur la relation

² Rapport Semestriel Multilatérale, Décembre 2023

entre l'aide publique au développement et la croissance économique dans les pays de l'UEMOA ;

La relation entre l'APD et la croissance économique a beaucoup été abordée dans la littérature économique. Cependant, à notre connaissance il n'y a pas beaucoup d'études qui ont simultanément pris en compte l'APD et la gouvernance pour expliquer la croissance économique, surtout dans l'UEMOA après les crises multidimensionnelles dans la zone. De ce fait, l'article apporte donc une contribution empirique à la littérature économique sur les effets de l'APD sur la croissance économique en prenant en compte la gouvernance.

La suite de l'article est structurée comme suit : la première section passe en revue les débats théoriques et empiriques. La deuxième section présente la méthodologie de recherche. La troisième section analyse et discute les résultats.

1. Revue de littérature sur le lien entre l'APD et la croissance économique

1.1. Les effets directs de l'aide publique au développement sur la croissance économique

La notion de l'aide publique au développement remonte à plusieurs années dans le cadre des travaux. Cependant, les résultats ne font pas unanimité. Pour certains auteurs, l'aide exerce un impact positif sur la croissance et d'autres pensent le contraire.

Papanek (1973) dans une analyse portant sur 34 pays dans les années 1950 et 51 pays dans les années 1960, a examiné l'aide publique au développement, l'investissement étranger d'autres flux et l'épargne intérieure en tant que variables explicatives et a constaté que l'aide publique au développement avait un effet nettement plus important sur la croissance que les autres variables. Il a expliqué que l'aide contrairement à l'épargne nationale peut compléter le déficit de change ainsi que le déficit d'épargne. Contrairement à l'investissement privé étranger et aux autres apports étrangers, l'aide est censée être spécifiquement conçue pour favoriser la croissance et, plus important encore, elle est orientée vers les pays ayant une contrainte de balance de paiement.

Snyder (1993) a analysé la relation entre les apports d'aide publique au développement et le taux de croissance du produit intérieur brut dans 69 pays en développement en incorporant la taille du pays dans le modèle. Il affirme que lorsque la taille du pays n'est pas prise en compte les effets de l'aide sont faibles et non significatifs, mais lorsque ce facteur est pris en compte le coefficient de l'aide devient positif et significatif.

Fayissa et El- Kaissy (1999) ont eu pour objectifs de réexaminer le rôle crucial que joue actuellement l'aide publique au développement dans la croissance économique des PMA et d'examiner la nature de son utilisation dans les pays qui dépendent fortement de l'aide publique

au développement. D'autres sources de croissance économique telles que le capital (capital physique et humain), le travail brut, les changements technologiques et le degré de libertés politiques et civiles seront également pris en compte. En utilisant des données transversales moyennes pour quatre-vingts pays au cours de la période 1971-1990, l'étude montre que l'aide publique au développement a un effet statistiquement positif sur la croissance économique dans les pays en développement. Le manque de libertés politiques et civiles a un impact négatif, mais statistiquement marginal, sur la croissance économique. Une conséquence politique qui peut être tirée de l'étude est que les entrées de capitaux étrangers peuvent avoir un effet bénéfique en complétant l'épargne intérieure plutôt qu'en la remplaçant.

Hansen et Tarp (2000), examinent la relation entre l'aide publique au développement et la croissance économique de plusieurs pays en développement. Leurs résultats ont montré que l'aide améliore la croissance économique de ces pays.

Gomanee et al., (2005) se sont donnés pour objectif d'analyser les mécanismes par lesquels l'aide publique au développement influence la croissance économique. Sur un échantillon de 25 pays d'Afrique subsaharienne et sur la période de 1970 à 1997, leurs résultats montrent que l'aide a un impact positif sur la croissance économique. En outre, ils ont identifié l'investissement comme le canal de transmission le plus important. En moyenne, une augmentation d'un point de l'aide en pourcentage contribue à une augmentation de 0.25 point de la croissance économique.

Quant à Karras (2006), il a examiné la relation entre l'aide publique au développement et la croissance du PIB par habitant à l'aide de données annuelles de 1960 à 1997 pour un échantillon de 71 pays en développement bénéficiaires de l'aide. Les résultats ont montré que l'effet de l'aide publique au développement sur la croissance économique est positif, permanent, statistiquement significatif et considérable : l'augmentation de l'aide publique au développement de 20 dollars par personne du pays bénéficiaire entraîne une augmentation permanente du taux de croissance du PIB réel par habitant d'environ 0,16 %. En utilisant une autre mesure d'aide, une augmentation permanente de l'aide de 1 % du PIB de l'économie bénéficiaire augmente de façon permanente le taux de croissance par habitant de 0,14 à 0,26 %. Armah et Nelson (2008), ont trouvé grâce à un panel dynamique, que l'aide publique au développement a un impact significatif sur la croissance économique de 21 pays d'Afrique subsahariens sur la période de 1993 à 2003. Jones (2013) a utilisé la méthode de cointégration sur données de panel et trouve également que l'aide au développement a un impact positif sur la croissance économique de certains pays de l'Afrique subsaharienne.

Nafiou (2009), à l'aide d'un modèle à correction d'erreur trouve que l'aide publique au développement a un impact positif et significatif sur la croissance économique au Niger. Une augmentation de 10 % du montant de l'aide augmente le PIB réel de 0,83%.

Dans le même sens, Astériou (2009) a trouvé un effet positif de l'aide publique au développement sur la croissance économique dans une étude qui prend en compte cinq pays de l'Asie du sud sur la période de 1975 à 2002. Il utilise un modèle ARDL précisément le pooled mean group (PMG) qui leur permet d'étudier la relation à court et long terme entre l'APD et la croissance.

Brou et Ouattara (2024) dans leur étude ont analysé l'effet de l'aide publique au développement sur la croissance économique des pays de l'UEMOA sur la période de 2000 à 2015. La méthode de Fully Modified Ordinary Least Squares (FMOLS) leur a permis de conclure que l'aide publique au développement affecte positivement la croissance économique des pays de l'UEMOA. Aussi l'agriculture, les dépenses publiques d'investissement, le capital humain capté par l'éducation et la stabilité politique sont des déterminants de la croissance économique dans les pays de l'Union. Leurs résultats ont également identifié la gouvernance comme l'unique canal de transmission de l'aide publique au développement à la croissance économique dans les pays de cette zone.

Par contre, Friedman (1958) et Bauer (1972) se sont montrés très critiques vis-à-vis de l'aide en soulignant que l'aide publique au développement a un impact négatif sur la croissance économique des pays en développement car elle encourageait la mauvaise gestion et ne bénéficiait qu'à une certaine classe de la population.

Par conséquent, les premiers à remettre en question l'efficacité de l'aide sont Griffin et Enos (1970), dans une étude empirique grâce à la méthode des moindres carrés ordinaires, ont fait état d'une corrélation simple et négative entre l'aide et la croissance dans 27 pays en développement. Ils affirment que l'aide publique au développement augmente les dépenses de consommations et seulement une partie de cette aide est investie. Dans la même lancée, Knack (2000) indique que les niveaux les plus élevés d'aides érodent la qualité des indices de gouvernance, c'est-à-dire la bureaucratie, la corruption et l'état de droit. Il affirme que « la dépendance à l'égard de l'aide peut potentiellement saper la qualité institutionnelle en encourageant la recherche de rente et la corruption ». Également dans le même sens Easterly (2003) a souligné qu'une partie de ces flux d'aides a été utilisée pour financer la consommation gouvernementale qui retarde la croissance plutôt que les investissements qui la favorisent.

Feeny (2005) a étudié l'impact de l'aide publique au développement sur la croissance économique de la Nouvelle Guinée sur une période de 1965 à 1999. Il examine si l'efficacité de l'aide dépend du niveau des politiques économiques et de la gouvernance en utilisant l'approche de cointégration ARDL de Pesaran et Shin. Les résultats confirment que l'aide publique au développement a un impact significatif sur la croissance du PIB du pays que pendant la période où le pays a entrepris un programme d'ajustement structurel (PAS) de la banque mondiale.

Djankov et al. (2006) ont montré que l'aide publique au développement a un impact négatif sur la démocratie et sur la croissance économique des pays en développement en réduisant l'investissement et en augmentant les dépenses de consommation gouvernementales.

Guillaumont et Chauvet (2007) ont étudié pour leur part l'impact de l'instabilité politique sur la croissance économique et sur l'efficacité de l'aide publique au développement. Cette instabilité affecte négativement la croissance du pays. Ils définissent un facteur d'instabilité socio-politique en prenant en compte le nombre de manifestations, de coups d'État et de mois de guerre civile, et l'intègre en interaction avec la variable d'aide dans les estimations de croissance à la manière de Burnside et Dollar (2000). Le terme interactif apparaît comme significativement négatif ce qui veut dire que l'aide est plus efficace dans des pays politiquement stables.

En utilisant l'analyse de co-intégration grâce au modèle à correction d'erreur, Mallik (2008) a fait le constat qu'il existe une relation négative à long terme entre l'APD et la croissance économique sur un échantillon de six pays les plus pauvres d'Afrique. Rajan et Subramanian (2008) aussi n'ont trouvé aucun lien significatif et positif de l'aide publique au développement sur la croissance économique de quelques pays en développement grâce à la GMM utilisée.

Laciné (2012) a fait usage de l'approche de la cointégration de Pesaran et de la causalité de Toda et Yamamoto pour étudier le lien entre l'aide publique au développement et la croissance économique dans la zone UEMOA sur la période 1970-2012. Dans son étude, l'aide impact positivement la croissance des pays tels que le Bénin, le Togo et le Niger à court terme. L'effet est par contre négatif à long terme pour le Bénin et le Niger.

Imen (2014) a étudié la relation entre l'aide publique au développement et la croissance économique sur un échantillon de 72 pays en développement sur la période de 1980 à 2010 en utilisant la méthode des moments généralisés (GMM). Ses résultats ont montré que l'aide publique n'est pas significative et donc ne contribue pas à une amélioration de la croissance de ces pays.

L'étude de Aboubacar et al. (2015) sur les huit pays de l'UEMOA sur la période de 2002 à 2013 et à l'aide du modèle FMOLS a conduit à des résultats selon lesquels l'aide globale n'a pas d'effet significatif sur la croissance économique. En outre, l'aide améliore la croissance lorsqu'elle est dirigée vers des secteurs spécifiques tels que l'agriculture, l'éducation, les politiques et réglementation commerciales.

Dans ses recherches, Girma (2015) a étudié l'impact de l'aide publique au développement sur la croissance économique en Ethiopie sur des données chronologiques allant de 1974 à 2011 et cela grâce à l'approche ARDL. Il utilise le PIB comme variable endogène et le capital humain, la population active, la masse monétaire, les précipitations annuelles comme variables explicatives. Selon les résultats de l'auteur, l'aide publique au développement a un impact négatif sur la croissance économique en Ethiopie à court et à long terme. Une augmentation de 1% du ration aide /pib entraine une diminution du taux de croissance du PIB de 0,65%.

Rahnama et al. (2017) ont analysé séparément la relation entre l'aide publique au développement et la croissance économique pour les Pays à faibles revenus (PFR) et les Pays à revenus élevé (PRE), en produisant des estimations à l'aide d'échantillons qui sont plus susceptibles d'être homogènes. En utilisant la méthodologie GMM dans un cadre dynamique, ils constatent que l'aide publique au développement a des effets positifs sur la croissance des pays en développement à revenu élevé et des effets négatifs sur la croissance des pays en développement à faible revenu.

Bayale (2018) s'est donné pour objectif d'analyser les effets de seuil de l'aide publique au développement sur la croissance économique des pays de la Zone UEMOA. Pour ce faire, l'étude s'est basée sur des données couvrant la période 1980-2015 et a employé un modèle de type Panel Threshold Regression (PTR) à la Hansen pour déterminer le seuil d'aide à partir duquel son efficacité est effective. Les résultats de cette méthode appuient fortement l'idée que la relation entre l'aide et la croissance est non linéaire. L'aide affecte positivement la croissance que lorsqu'elle atteint un seuil de 12.74 % du PIB moyen de l'Union.

1.2. Les effets indirects de l'aide publique au développement sur la croissance économique : rôle de la gouvernance

L'aide a tendance à être efficace dans les pays qui adoptent de bonnes politiques macroéconomiques et institutionnelles. Mais les résultats sont loin de faire l'unanimité entre les chercheurs. Burnside et Dollar (2000) soutiennent que l'aide a tendance à être efficace dans les pays en développement ayant de bonnes politiques fiscales, monétaires et commerciales dans d'un échantillon de 56 pays sur une période de 4 ans (70-73-90-93).

Mallaye (2009) a analysé l'efficacité de l'aide publique au développement (APD) et a déterminé la gouvernance comme un mécanisme de transmission de l'aide à la croissance dans les pays africains. En tenant compte du rôle de la gouvernance techniciste, de la gouvernance démocratique et à partir de l'établissement d'un modèle structurel appliqué sur des données de panel sur la période 1995-2005. Il ressort que l'aide influence positivement et de façon significative la croissance. En effet, une augmentation de 1% de l'aide publique au développement se traduit par une augmentation de 0,43% de la croissance. Par ailleurs, la gouvernance démocratique s'est révélé être le canal par lequel l'APD peut agir sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Les résultats de Douzounet et Yogo (2013) rejoint ceux de Mallaye (2009) portant sur un échantillon de 34 pays d'Afrique subsaharienne sur la période de 1990 à 2013. Une augmentation d'un point de l'aide se traduit par une augmentation de 0,73 à 0,99 point de la croissance. Pour ces auteurs, l'éducation et la gouvernance sont les différents canaux de transmission de l'aide selon que le pays est stable et l'investissement public dans les infrastructures selon que le pays est en situation de post conflit en utilisant la méthode de décomposition d'oaxa et blinder. Dans le même prolongement, Ogundipe et al. (2014) analysent les effets de l'aide publique au développement sur la croissance économique sur un échantillon de 40 pays d'Afrique subsaharienne sur la période de 1990 à 2010. En utilisant la méthode des moments généralisés en système (GMM). Les résultats montrent que l'aide publique au développement n'influence pas le PIB par habitant. Par conséquent, l'aide devient significative après avoir interagi avec certaines variables institutionnelles telles que l'état de droit et la corruption.

Awan et Mustapha (2015) ont examiné la relation entre la gouvernance d'entreprise, l'aide et la croissance économique dans six pays d'Asie du sud (Bangladesh, Bhoutan, Inde, Népal, Pakistan et Sri Lanka) sur la période de 1996 à 2012. Ils utilisent la méthode des moindres carrés généralisés (MCG) et les six indicateurs de gouvernance obtenus auprès du WGI pour mesurer la qualité de la gouvernance. Leurs résultats montrent que l'indice de qualité de gouvernance institutionnelle composé de l'ensemble des indicateurs de gouvernance et des indicateurs individuels de gouvernance affectent positivement la croissance économique.

Adedokun (2017) a mené des recherches sur la relation entre l'aide publique au développement, la gouvernance et la croissance économique dans 47 pays d'Afrique subsaharienne sur une période de 1996 à 2012. En utilisant la méthode des moments généralisés (GMM), ses résultats ont montré que l'aide a un effet négatif et non significatif sur la croissance économique. Cependant, étant donné que l'étude présente une hétérogénéité entre les bénéficiaires,

l'efficacité de l'aide varie en fonction des groupes de pays. En outre, la gouvernance et la taille de l'aide se complètent pour améliorer la croissance en Afrique subsaharienne.

Tchana et al. (2018) ont vérifié l'impact de la gouvernance (indicateurs tels que la démocratie et la corruption) dans le lien existant entre l'aide publique au développement et la croissance économique dans les pays de la zone CEMAC. Ils utilisent un panel dynamique mettant en relation la croissance économique et les variables explicatives notamment l'aide publique au développement et les deux indicateurs de gouvernance retenus, et la méthode des moments généralisées (GMM) pour estimer le modèle ; leur échantillon étant constitué des six pays de la zone CEMAC et la période d'étude s'étend de 1996-2013. Les résultats obtenus indiquent que la gouvernance n'a d'effet sur l'efficacité de l'aide publique au développement qu'à long terme. Yahyaoui et Bouchoucha (2019), ont mené une étude sur la relation à long terme entre l'aide publique au développement, la gouvernance et la croissance économique dans un échantillon de pays africains pour la période de 1996 à 2014. En appliquant les deux techniques d'estimations FMOLS et DOLS, ils obtiennent comme résultats que l'aide publique au développement a un effet négatif sur la croissance économique des pays africains avec les deux techniques. Aussi, les résultats indiquent que l'aide améliore la croissance en présence d'une bonne qualité institutionnelle uniquement dans le modèle DOLS. Dans le même sens Hayaloglu et Tumay (2023), examinent les relations entre l'APD, la qualité de la gouvernance et la croissance économique en utilisant la méthode d'analyse dynamique des données de panel (GMM en système). L'analyse empirique porte sur des échantillons de 78 pays à faible revenu qui ont recours à l'aide publique au développement de 2000 à 2019. Selon leur résultat, l'aide publique au développement affecte négativement la croissance économique dans les pays de l'échantillon. En outre, ils constatent une relation positive entre la qualité de la gouvernance et la croissance économique. Ainsi, ils affirment que l'amélioration de la qualité de la gouvernance aura un impact positif sur le développement économique des pays de l'échantillon. Cette revue de littérature a suscité plusieurs réactions et avis différents dans la littérature économique, mais la majorité des chercheurs pensent que l'aide est plus efficace dans un milieu avec des institutions ou politiques gouvernementales de qualité.

2. Méthodologie de recherche et sources des données

En s'appuyant sur la littérature, la plupart des travaux sur l'aide de (Burnside et Dollar, 2000, Ogunidipe et al., 2014, Kargbo, 2012, Nikiema, 2017) utilisent la théorie de la croissance endogène comme source de leur modèle théorique.

La théorie de la croissance endogène repose sur l'idée selon laquelle la production d'une économie résulte d'une combinaison du capital (physique et humain) et du travail, avec des rendements croissants. Ainsi, l'efficacité de l'aide publique au développement a été basée sur cette théorie car l'aide pourrait être un facteur très important dans la contribution du capital humain (Kargbo, 2012). Par conséquent, pour notre recherche, nous partons d'un modèle de croissance endogène qui s'inspire de ces travaux pour spécifier notre modèle empirique. Ainsi, le modèle théorique peut se formuler de la manière suivante :

$$Y_t = f(K_t, A_t, L_t) \quad (1)$$

Avec Y étant la production, K le capital, L le travail et A la productivité du travail.

Elle prend (1) la forme suivante sous la forme d'une fonction Cobb-Douglass :

$$Y = f(K, AL) = K^\alpha AL^{1-\alpha} \quad (2)$$

2.1. Spécification du modèle empirique

Pour étudier la relation entre l'APD et croissance économique, notre étude s'inspire des travaux de Burnside et Dollar (1997, 2000) sur un panel de 54 pays qui utilise une interaction de l'APD et politiques économiques, Ogundipe *et al.*, (2014) en suivant la spécification suivante :

$$Y = f(APD, GOV, X) \quad (3)$$

Avec Y comme variable dépendante qui correspond au PIB par habitant, APD qui est le montant net d'aide publique au développement reçu, GOV comme indicateurs de gouvernance retenus et X comme vecteur des autres variables explicatives jugées comme déterminantes de la croissance économique.

Le modèle empirique à estimer est donc :

$$\ln(PIBH)_{it} = \beta_{0i} + \beta_1 \ln(APD)_{it} + \beta_2 (SPO)_{it} + \beta_3 \ln(APD) * SPO_{it} + \beta_4 (OUV)_{it} + \beta_5 (TPOP)_{it} + \beta_6 (CC)_{it} + \beta_7 \ln(APD) * CC_{it} + \beta_8 (FBCF)_{it} + \beta_9 (TBSP)_{it} + \beta_{10} \ln(VASP)_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

Avec :

PIBH_{it} : est le niveau du produit intérieur brut par habitant ; APD_{it} : qui représente la quantité d'aide publique au développement nette reçue; SPO_{it} : représente le niveau de stabilité politique; OUV_{it} : est le niveau d'ouverture commerciale; TPOP_{it} : est le taux de croissance de population; CC_{it} : qui représente le niveau de contrôle de corruption; FBCF_{it} : qui est la formation brute en capitale fixe ; TBSP_{it} : qui est le taux brut de scolarisation primaire; LVASP_{it} : qui représente la valeur ajoutée du secteur primaire ; β_0 : la constante commune à tous les pays de l'UEMOA $\beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5, \beta_6, \beta_7, \beta_8, \beta_9, \beta_{10}, \beta_{11}$: sont les coefficients à estimer ; ε_{it} : est le terme d'erreur qui capture les influence aléatoire

Du fait de la forte corrélation présente entre la stabilité politique, le contrôle de la corruption et leur interaction avec l'aide publique au développement, ces variables ne peuvent pas être introduites simultanément dans le modèle.

Ainsi, pour vérifier nos hypothèses les modèles économétriques qui se dégagent sont les suivants en fonction des hypothèses :

Équation de l'implication directe de l'APD sur la croissance économique :

$$\ln(\text{PIBH})_{it} = \beta_{0i} + \beta_1 \ln(\text{APD})_{it} + \beta_2 (\text{SPO})_{it} + \beta_3 (\text{OUV})_{it} + \beta_4 (\text{TPOP})_{it} + \beta_5 (\text{CC})_{it} + \beta_6 (\text{FBCF})_{it} + \beta_7 (\text{TBSP})_{it} + \beta_8 \ln(\text{VASP})_{it} + \varepsilon_{it} \quad (5)$$

Équation de l'impact de la gouvernance sur la relation entre l'APD et la croissance :

$$\ln(\text{PIBH})_{it} = \beta_{0i} + \beta_1 \ln(\text{APD})_{it} + \beta_2 \ln(\text{APD}) * (\text{SPO})_{it} + \beta_3 (\text{OUV})_{it} + \beta_4 (\text{TPOP})_{it} + \beta_5 \ln(\text{APD}) * (\text{CC})_{it} + \beta_6 (\text{FBCF})_{it} + \beta_7 (\text{TBSP})_{it} + \beta_8 \ln(\text{VASP})_{it} + \varepsilon_{it} \quad (6)$$

Tableau N°1 : les signes attendus

Variabiles	Définition	signe attendu
APD	Aide publique au développement	+
SPO	Stabilité politique	+
OUV	Taux d'ouverture commerciale	+
TPOP	Taux de croissance de la population	-
TBSP	Taux brut de scolarisation primaire	+
FBCF	Formation brute de capital fixe	+
CC	Contrôle de la corruption	+
VASP	Valeur ajoutée du secteur primaire	+

Source : Auteurs

2.2. Source des données

Cet article porte sur un panel de sept (7) pays de l'UEMOA en dehors de la Guinée-Bissau, par faute de données manquantes sur la période 2000 à 2020. Nos données proviennent du World Développement Indicator (WDI, 2023), du Worldwide Governance Indicator (WGI, 2023) et de la base de données de la banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

3. ANALYSE DES RESULTATS ET DISCUSSION

3.1. Résultats économétriques des tests préliminaires

3.1.1. Statistiques descriptives

Dans le tableau ci-dessous, nous résumons la statistique descriptive de toutes les variables utilisées.

L'analyse descriptive révèle qu'il existe quelques données manquantes pour certaines variables dans notre panel et que par conséquent notre panel n'est pas cylindré. Dans l'ensemble, seuls les indicateurs de gouvernance ou qualité institutionnelle (stabilité politique et contrôle de corruption) ont une moyenne négative de -0,5 dans l'UEMOA. Le PIB par habitant a une moyenne de 6,71 pendant que l'accroissement moyen de la population de cette zone est de 2,9. Les valeurs minimum et maximum du PIB par habitant concernent respectivement le Niger avec une valeur de 5,96 en 2000 et la Cote d'Ivoire avec 7,71 en 2020.

Les valeur minimum et maximum de l'APD correspondent respectivement au Togo avec une valeur de 17,98 en 2003 et à la Cote d'Ivoire avec 21,076 en 2012. Le taux brut de scolarisation primaire dispose de la plus grande moyenne (84,53) après s'en suit le taux d'ouverture commerciale avec une moyenne de 49,24.

Tableau N°2 : Statistiques descriptives

Variable	Obs.	Mean	Std.Dev	Min	Max
Ln PIBH	147	6,710824	0,448112	5,963779	7,719815
Ln APD	147	20,28036	0,736611	17,98527	21,76034
OUV	147	49,24787	17,44499	3,237677	79,17687
FBCF	147	7,899505	11,30442	-24,10220	51,33967
TPOP	147	2,911292	0,428738	2,055435	3,867091
TBSP	142	84,53829	23,64852	31,84692	128,2516
SPO	140	-0,594175	0,802028	-2,259529	0,821516
CC	140	-0,592325	0,322575	-1,249787	0,247914
Ln VASP	147	7,138842	0,529788	5,896082	8,457392

Source : auteurs à partir des données de WDI (2023)

3.1.2. Résultats des tests préliminaires

Avant de présenter nos résultats, il nous incombe de présenter les résultats de l'étape préliminaire d'analyse de données de panel. Concernant les tests spécifiques, il s'agit du test de

corrélation entre les variables, de multi colinéarité, de Fisher, de stationnarité et de co-intégration. Les résultats sont les suivant :

3.1.2.1 Matrice de corrélation

Le tableau 3 ci-dessus vérifie la corrélation par paire des variables explicatives. A première vue, les résultats révèlent l'existence d'une faible corrélation entre les différentes variables. Aussi, on constate que tous les coefficients de la corrélation de l'APD et les autres variables sont significatifs. La corrélation qui dispose de la plus grande valeur est celle de LnVASP et de l'APD avec un coefficient de 0,70 au seuil de 10% ce qui implique une forte corrélation.

Tableau N°3 : matrice de corrélation des variables explicatives

	LNAPD	OUV	FBCF	LNVASP	SPO	CC	TPOP	TBSP
LNAPD	1							
OUV	-0,20*	1						
FBCF	0,08	0,05	1					
LNVASP	0,70*	-0,04	0,04	1				
SPO	-0,29*	-0,05	0,08	-0,52*	1			
CC	0,40*	-0,12*	0,11	0,15	0,20*	1		
TPOP	0,16*	-0,40*	0,03	-0,01	0,06	-0,02	1	
TBSP	-0,38*	0,36*	0,002	-0,26*	0,17*	0,15*	-0,43*	1

Source : auteurs à partir de E-views 10

3.1.2.2 Test de multi colinéarité

Les résultats (tableau 4) montrent que toutes les variances inflation factor (VIF) sont inférieures à 5, alors les variables explicatives de notre modèle présentent une faible multi colinéarité. Cependant, il existe une forte multi colinéarité entre la SPO et le CC et leur interaction avec l'APD, ce qui veut dire qu'elles ne peuvent pas être introduites simultanément dans notre modèle pour éviter des régressions fallacieuses.

Les résultats montrent que toutes les variances inflation factor (VIF) sont inférieures à 5, alors les variables explicatives de notre modèle présentent une faible multi colinéarité.

Cependant, il existe une forte multi colinéarité entre la SPO et le CC et leur interaction avec l'APD, ce qui veut dire qu'elles ne peuvent pas être introduites simultanément dans notre modèle pour éviter des régressions fallacieuses.

Tableau N°4: résultats du test de variance inflation factor (VIF)

Variable	Coefficient Variance	Uncentered VIF
Ln APD	0,000260	1,84
OUV	1,71E-07	1,43
FBCF	2,21E-07	1,08
TPOP	0,002003	1,31
TBSP	6,70E-07	2,17
SPO	0,000139	1,85
CC	0,001225	1,40
Ln VASP	0,001529	3,61

Source : auteurs à partir des données de WDI (2023)

3.1.2.3 Test de Fisher

Ce test effectué nous permet d'obtenir une probabilité : **Prob (F-statistic) = 0,0000** qui est inférieure au seuil de 5% rejette l'hypothèse d'absence d'effet individuels. Ce qui nous permet d'affirmer la présence d'effets individuels et de dire que nos données supportent la structure panel.

3.1.2.4 Test de dépendance interindividuelle

Sur les trois tests effectués, deux ont une probabilité supérieure au seuil de 5%. On accepte donc l'hypothèse nulle de non dépendance interindividuelle entre les individus. Ces résultats nous autorisent donc à effectuer le test de stationnarité de première génération qui admettent la non dépendance interindividuelle.

Tableau N°5 : résultat du test de Breusch-Pagan (2007) et Pesaran (2004)

Tests	Statistics	Probabilités
Breusch-Pagan LM	29,97135	0,0926
Pesaran scaled LM	1,384309	0,1663
Pesaran CD	-0,064365	0,9487

Source : auteurs à partir des données de WDI (2023)

3.1.2.5 Test de stationnarité d'Im, Pesaran et Shin (IPS)

L'un des tests de première génération le plus utilisé est celui de Im, Pesaran et Shin (2003). Ainsi, les probabilités associées à ce test montrent que toutes nos variables sont stationnaires en différences premières exceptées la FBCF et le taux de croissance de la population qui sont

stationnaires en niveau. On peut conclure que la série est intégrée d'ordre 1. Ce qui permet de supposer l'existence d'une relation de long terme entre la variable endogène et les variables exogènes.

Tableau N°6 : résultats du test de stationnarité d'IPS

Variables	En niveau		En différence		Décision
	Statistics	P-value	Statistics	P-value	
Ln PIBH	3,36321	0,9996	-3,13541	0,0009***	I(1)
Ln APD	1,14152	0,8732	-5,50139	0,000***	I(1)
OUV	-0,71315	0,2379	-5,83353	0,000***	I(I)
FBCF	-5,03114	0,000***	-	-	I(0)
TPOP	-1,43129	0,0762**	-	-	I(0)
TBSP	-0,39453	0,3466	-2,7241	0,0032***	I(1)
SPO	-0,93265	0,1755	-8,89729	0,0000	I(I)
CC	0,39943	0,6552	-3,63359	0,0001***	I(1)
Ln VASP	4,92631	1,0000	-5,64258	0,000***	I(1)

Source : auteur à partir des données de WDI (2023) **significatif à 5% ; ***significatif à 1%

3.1.2.6 Test de cointégration de Kao

L'hypothèse nulle d'absence de cointégration est rejetée par le test de Kao. La p-value est de 0,0002 qui est inférieure au seuil de 5%, il existe alors une relation de long terme entre la croissance économique et les autres variables explicatives. Nous pouvons ainsi procéder à l'estimation par la méthode de FMOLS. L'on pouvait penser à un modèle PMG. Toutefois, l'utilisation du PMG suppose l'existence d'une hétérogénéité du Panel. Le choix de ce modèle se justifie par le fait qu'il y a une homogénéité du panel

Tableau N°7 : résultats du test de Kao

	Statistic	p-value
ADF	-3, 34810	0,0004

Source : auteurs à partir des données de WDI (2023)

3.2. Résultats des estimations

Les résultats de l'analyse des effets de l'aide publique au développement sur la croissance économique des pays de l'UEMOA ont été obtenus grâce au logiciel économétrique E-views10.

Ces résultats montrent que nos variables sont significatives sauf la formation brute de capital fixe, et n'ont pas toutes le signe attendu. En effet les variables APD, TPOP, TBSP, SPO, VASP sont statistiquement significatives au seuil de 1%. L'OC et le CC sont statistiquement significatives au seuil de 5%.

La valeur du R^2 est de 0,77. Cela dit 77% des variations du PIB par habitant sont expliquées par les variables de ce modèle pour cette recherche.

Suite à l'analyse économétrique de nos modèles (tableau 7) par la méthode Fully Modified Ordinary Least Squares (FMOLS), nous aboutissons aux résultats selon lesquels la variable aide publique au développement (APD) a un coefficient positif et significatif au seuil de 1% et a donc le signe attendu. Ce qui implique que l'aide publique au développement influence directement et positivement la croissance économique des pays de l'UEMOA à long terme sur notre période d'étude.

En effet, l'augmentation d'un point de pourcentage de l'APD entraîne une augmentation de 0,19% du PIB par habitant (régression 1) et (régression 2) toute chose égale par ailleurs. Ceci dit, à long terme l'aide publique au développement fournit des ressources nécessaires qui peuvent combler le déficit de l'épargne, favoriser les investissements et donc la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. Elle peut aussi aider à améliorer les conditions de vie de la population des pays bénéficiaires en investissant dans les soins de santé, l'éducation et les dons alimentaires. Ce résultat est conforme à ceux de Papanek (1973), Snyder (1993), Fayissa et El kaissy (1999), Gomanee et al., (2005), Karas (2006), Jones (2013), Brou et Ouattara (2024) et contraire à ceux de Djankov et al., Mallik (2008), Rajan et Subramanian (2008), Laciné (2012), Imen (2014), Aboubacar et al., (2015) qui ont trouvés que l'aide publique au développement a un impact négatif sur la croissance économique.

L'ouverture commerciale (OC) est positive et significative. L'augmentation d'un point de pourcentage de celle-ci entraîne une augmentation du PIB par habitant de 0,004% (régression 1) et 0,003% (régression 2). Ce résultat positif peut être dû au fait que les politiques mises en place par l'union sont assez efficaces pour faciliter le libre-échange entre les États-membres. Autrement dit, l'ouverture commerciale améliore le transfert de technologie facilitant le progrès technologique, la qualité de la main d'œuvre et l'amélioration de la productivité. Aussi, l'exportation fait gagner des devises pour certains pays de l'UEMOA, ce qui leur permet de financer les importations.

Le taux de croissance de la population (TPOP) est significatif et a le signe attendu. Une augmentation d'un point de pourcentage de la population entraîne une diminution du PIB par

habitant de **0,63%** (**régression 1**) et une diminution de **0,61%** (**régression 2**). La forte démographie de certains pays comme le Niger aggrave la pauvreté et entrave la croissance économique. Un accroissement de la population freine la croissance économique du fait de l'utilisation d'une part des capitaux à des fins sociales plutôt qu'économiques (Yanogo, 2021). La variable taux brut de scolarisation primaire (**TBSP**) a un coefficient significativement positif et dispose du signe attendu. L'accroissement d'un point de pourcentage du TBSP entraîne une augmentation du PIB par habitant des pays de l'UEMOA **0,051%** (**régression 1**) et de **0,054%** (**régression 2**). Ce résultat va dans le sens de la théorie du capital humain énoncée par Lucas (1989) qui met en avant l'idée selon laquelle l'accumulation du capital humain influence positivement la croissance. Ce résultat positif, bien que faible s'explique aussi par le fait que la majorité des pays de cette zone investissent dans ce secteur et l'éducation primaire est quasi gratuite.

Quant aux variables de gouvernance ou institutionnelle, elles n'ont pas toutes le signe attendu. Par ailleurs, la variable stabilité politique (**SPO**) est significative et positive. Ainsi, un accroissement d'une unité de cet indice entraîne une augmentation du PIB par habitant de **0,21%**. Cela s'explique par le fait que la stabilité politique a un rôle très important dans le développement économique d'un pays. Dans la zone UEMOA, une amélioration de cet indice contribue à créer un espace favorable aux investissements capables de conduire à une bonne performance économique. Par conséquent, les pays les plus stables sont plus attractifs pour les investisseurs.

Une augmentation d'une unité de l'indice de contrôle de corruption (**CC**) entraîne une diminution du PIB par habitant de 0,27%. Ce résultat est contraire à nos attentes et peut s'expliquer par le fait que le contrôle de corruption dans les pays de l'UEMOA n'a pas encore atteint le seuil capable d'impacter positivement la croissance et cela exacerbe les inégalités et réduit les investissements qui sont susceptibles d'améliorer la croissance économique (BM, 2023). Elle affaiblit les institutions publiques sur lesquelles se fondent les sociétés justes et équitables et détourne les fonds destinés à satisfaire les besoins fondamentaux de la population. Une amélioration de ces indicateurs de bonne gouvernance est nécessaire pour une bonne croissance.

Le coefficient de la variable valeur ajoutée du secteur primaire (**VASP**) est significativement positif. Majoritairement capté par l'agriculture, la hausse d'un pourcent (1%) de cette variable entraîne une augmentation de **0,54%** du PIB par habitant (régression 1) et **0,53%** (régression 2). Cette variable dispose du coefficient le plus élevée et donc a le plus d'effet sur le PIB de la

zone sur notre période d'étude. L'activité économique dans l'union reste dominée par le secteur primaire, notamment la production agricole en termes d'occupation de la population. Il représente plus du quart de la valeur ajoutée de l'UEMOA et emploie une importante main d'œuvre assez importante et diversifiée. Ce qui explique que ce secteur pèse un poids important dans la réalisation de la croissance économique de la zone UEMOA.

La variable formation brute de capitale fixe (**FBCF**) pour sa part n'a pas d'impact significatif et agit négativement sur le PIB par habitant. Ce résultat inattendu va dans le sens de Kahéma (2019) et peut s'expliquer par le fait que le contrôle de la corruption a un impact négatif sur les investissements en ce sens que certains auteurs habitués à effectuer quelques malversations financières (détournements, pots-de-vin, avantages ...) sont découragés par la mise en place de structures luttant contre la corruption et préfèrent ne pas investir davantage.

Ensuite, la régression II nous a permis d'obtenir des résultats assez satisfaisants. En effet, les coefficients obtenus de l'interaction de l'APD avec les indicateurs de gouvernance sont globalement significatifs. L'analyse révèle que :

Le coefficient de l'interaction de l'APD avec la stabilité politique (**ln APD-SPO**) est significatif et positif au seuil de 1% avec une valeur de **0,009%**.

Egalement, le coefficient d'interaction de l'APD et du contrôle de corruption (**ln APD-CC**) a un impact positif et significatif au seuil de 5% sur la croissance économique des pays de l'UEMOA avec une valeur négative de **0,012%**.

L'effet combiné de l'interaction de la gouvernance (stabilité politique et contrôle de corruption) et de l'aide publique au développement sur le PIB par habitant est donné par l'expression ci-après :

$$\frac{\partial PIBH}{\partial APD} = \beta_1 + \beta_2 SPO + \beta_5 CC \quad (7)$$

$$\frac{\partial PIBH}{\partial APD} = 0,1975 + 0,009(-0,594) - 0,012(-0,592) = 0,199$$

Ce résultat montre qu'une hausse de l'aide publique au développement de 1% entraîne une augmentation du PIB par habitant de **0,199** dans un contexte de gouvernance c'est à dire de stabilité politique et la corruption. Ce qui veut dire que dans les pays de l'UEMOA la qualité de la gouvernance est un facteur d'amélioration de l'efficacité de l'aide publique au développement à long terme en termes de croissance. A cet effet, l'impact positif de l'APD sur le PIB par habitant est plus prononcé dans les pays dotés du bonne stabilité politique avec moins de corruption.

Ce contexte politique bien que faible pour certains pays facilite la mise en place de politiques adéquates et une bonne gestion ainsi que la transparence des flux reçus ce qui est susceptible d'installer un environnement propice à la création d'emploi et à la croissance. Nos résultats vont également dans le sens des études de Burnside et Dollar (1997), Mallaye (2009), Douzounet et Yogo (2013), Ogundipe et *al.* (2014), Hayaloglu et Tumay (2023), Brou et Ouattara (2024) selon lesquelles l'efficacité de l'aide en termes de croissance est conditionnée par un environnement doté d'une bonne gouvernance.

Au regard des signes des interactions de l'aide publique au développement et les indicateurs de la qualité de la gouvernance, nous pouvons tirer une conclusion importante quant à l'existence d'effets de seuils. En effet, le signe négatif des interactions implique que les effets marginaux sont d'abord négatifs avant de devenir positifs au-delà d'un certain seuil. Ceci met donc en évidence une relation en forme de U entre l'APD et le PIB par habitant conditionnée par la qualité de la gouvernance. Autrement dit, il faut un seuil minimum de la qualité de la gouvernance à partir duquel l'effet de l'aide publique au développement sur la croissance est accentué.

Pour plus de robustesse des résultats, la détermination des seuils minimum concerne les deux indicateurs de la qualité de la gouvernance (stabilité politique et contrôle de corruption) retenus. La détermination des effets seuils est faite en dérivant l'équation 2 comme le montre l'expression suivante :

$$\frac{\partial PIBH}{\partial APD} = \beta_1 + \beta_2 SPO \quad (8)$$

$$\frac{\partial PIBH}{\partial APD} = 0,1975 + 0,009(-2,259) = 0,177$$

Cette valeur ci-dessus représente le seuil minimum à partir duquel l'APD impacte positivement la croissance économique dans un contexte de stabilité politique.

$$\frac{\partial PIBH}{\partial APD} = \beta_1 + \beta_5 CC \quad (9)$$

$$\frac{\partial PIBH}{\partial APD} = 0,1975 + 0,009(-1,249) = 0,186$$

Cette valeur ci-dessus représente le seuil minimum à partir duquel l'APD impacte positivement la croissance économique dans un contexte de contrôle de corruption.

En comparant ces seuils aux moyennes de dimensions institutionnelles par pays sur la période de 2000 à 2020, il ressort que seuls le Bénin et le Sénégal ont dépassé le seuil minimum respectivement pour la stabilité politique et le contrôle de corruption.

Tableau N°8 : Résultats des estimations par la méthode FMOLS

Variables	PIB/habitants	
	Régression 1	Régression 2
Ln APD	0,1975*** (0,0353)	0,1979*** (0,0349)
OUV	0,0040** (0,0019)	0,0037** (0,0019)
FBCF	-0,0022 (0,0026)	-0,0025 (0,0026)
TPOP	-0,6310*** (0,0792)	-0,6196*** (0,0783)
TBSP	0,0051*** (0,0015)	0,0054*** (0,0015)
SPO	0,2125*** (0,0501)	--
Ln APD*SPO	--	0,0098*** (0,0023)
CC	-0,2795** (0,1092)	--
Ln APD*CC	--	-0,0127** (0,0054)
Ln VASP	0,5407*** (0,0859)	0,5353*** (0,0848)
Observation	117	117
Nombre de pays	7	7
R-carré	0,771	0,770

Source : auteurs à partir des résultats estimations de E-views 10

***significatif à 1%, **significatif à 5%, *significatif à 10%

Conclusion

L'article analyse les effets de l'aide publique au développement sur la croissance économique des pays de l'UEMOA à l'exception de la Guinée-Bissau. L'étude s'est réalisée sur la période de 2000 à 2020. Nous avons utilisé la méthode Fully Modified Ordinary Least square (FMOLS).

Les résultats issus de cette estimation montrent que : l'aide publique au développement a un impact positif direct sur la croissance économique des pays de l'UEMOA. Egalement la gouvernance a un impact positif sur la relation entre l'aide publique au développement croissance économique.

En termes d'implication de politiques économiques, nous suggérons d'améliorer la transparence et la gestion des flux reçus et réduire le niveau de la corruption.

Il serait intéressant d'analyser les effets de l'aide budgétaire sur les investissements publics.

BIBLIOGRAPHIE

- Aboubacar B., Xu. D.Y. and Ousseini A.M. (2015). Foreign Aid's Effect on Economic Growth. New Results from WAEMU's Countries. *Theoretical Economics Letters*, 5, 425-430.
- Acemoglu D., Johnson S. and Robinson. J. (2004). Institutions as the fundamental cause of Long-run growth. *NBER Working Paper n°10481*.
- Adedokun A. (2017). Foreign Aid, Governance and Economic Growth in Sub-Saharan Africa: Does One Cap Fit All? *African Development Review*. Vol. 29, No. 2, 2017, 184–196.
- Ahou B. (2015). Gouvernance et croissance économique : une analyse des effets de seuils. *Revue d'Economie Théorique et Appliquée*. Vol 5, No.2, pp167-194.
- Akpo E., Somakpo M et Tshokpon A.N. (2006). Gouvernance et efficacité des politiques de Financement du développement. *American Agricultural Economics Association*. 20 pages
- Albiman M., M Ranjane S., et Ismail N. W. (2014). Review of theoretical and empirical Literatures on the role of foreign aid to Developing Countries. *Journal of Economics and Sustainable Development*, 5(27) : 192-197.
- Antoine S. (2010). Bénéficiaire de l'aide publique au développement (APD). *Afrique contemporaine*, p126-127.
- Armah S. and Nelson C. (2008). Is Foreign Aid Beneficial for Sub-Saharan Africa? A panel Data Analysis. *American Agricultural Economics Association Annual Meeting*.

Arndt C. et Charles O. (2006). Les indicateurs de gouvernance. Centre de développement de L'OCDE.

Arrow K.J. (1962). Economics Welfare and the Allocation of Ressources For Invention. In : TheRate and Direction on Incentive Activity : economics and social factors. *National bureau of economic reasearch*. Princeton University Press,Princeton.

Asteriou D. (2009). Foreign Aid and Economic Growth: New Evidence from a Panel Data Approach for Five South Asian Countries. *Journal of Policy Modeling*. (31), 155-161.

Azam M. et Feng Y. (2022). Does foreign aid stimulate economic growth in developing Countries? Further evidence in both aggregate and disaggregated samples. *Qual Quant* (56), 533–556.

Banque Africaine de Developpement. (2021). Renforcer la gouvernance économique

Banque Mondiale. (1989). Rapport sur le Développement dans le Monde

Banque Mondiale. (1998). Assessing Aid: What Works, What does not and why. *World Bank Policy Research Report*, Oxford University Press.

Bayale N. (2018). Aide et Croissance dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : retour sur une relation controversée. *Working Papers hal-01765313*, HAL.

Bhattarai B.P. (2009). Foreign Aid and Growth in Nepal: An Empirical Analysis. *The Journal Of Developing Areas*, 42(2):283-302.

Bauer P. (2000). From Subsistence to Exchange and Other Essays. *Princeton: Princeton University Press*.

Brou M.D et Ouattara W. (2024). Effet de l'aide publique au développement sur la croissance Économique dans l'espace de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). *Revue Française d'Économie et de Gestion*, (5)2 : 450 – 473.

Burnside C. et Dollar D. (2000). Aid, Policy and Growth. *American Economic Review*.

90 (4):847-868.

Burnside C. et Dollar D. (2004). Aid, Policies and Growth: A Reply. *American Economic Review*, 94 (3) :781-784.

Chauvet L. et Guillaumont P. (2007). Aid, Volatility and Growth Again: When Aid Volatility Matters and When It Does Not. *Etudes et Documents E2007.07.CERDI*, Clermont-Ferrand.

Chauvet L. (2015). Développement économique et social - Aide publique au développement, Encyclopedia Universalis.

Charnoz O. et J-M Severino. (2007). L'aide publique au développement. Paris. *Edition la Découverte*, page 122.

Chenery Hollis B. et Alan M. Strout (1966). Foreign Assistance and Economic Development. *The American Economic Review*. Volume LVI, Number 4, Part I, September.

CNUCED. (2019). Rapport sur les pays moins avancés.

D. Kaufmann, A. Kraay et M. Mastruzzi. (2004). Governance Matters III, Governance Indicators for 1996-2002. *World Bank, Washington, D.C.*

Domar E.D. (1947). Expansion and Employment. *American Economic Review*.37, (1), 34-55

Djankov S Montalvo., J G.,Reynal-Querol M. (2006). Does foreign aid help ? *cato journal*. 26(1) ,p 1-28.

Douzounet M. et Yogo U.T. (2013). Hétérogénéité des effets de l'aide sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne : évidence comparative entre pays stable et pays post conflit. *African Development Review*, 3(27): 216–229.

Easterly W (2003). —Can Foreign Aid Buy Growth? *J. Econ. Perspectives*. 17(3): 23-48

Easterly W., Levine R. et Roodman D. (2004). Aid, Policies, and Growth: Comment. *The American Economic Review*, 94(3):774-780.

El Aissaoui H.et Mazouz A. (2022). Relations entre la Gouvernance et la Croissance

- Économique : une revue de littérature empirique. *International Journal of Economic Studies and Management (IJESM)*, 2(6):1310–1318.
- Fasanya I O et Onakoya A BO. (2012). Does Foreign Aid Accelerate Economic Growth? An Empirical Analysis for Nigeria. *Int. J. Econ. Fin. Issues*.
- Fayissa B. et El-Kaissy. (1999). Foreign Aid and Economic Growth of Developing Countries (LDCs): Further Evidence. *Studies in Comparative International Development*.
- Feeny S. (2005). The Impact of Foreign Aid on Economic Growth in Papua New Guinea, *Journal of Development Studies*, 14(6): 1092–117.
- Friedman M. (1958). Foreign Economic Aid: Means and Objectives. *Yale Review*. 47.
- Girma, H. (2015). The impact of foreign aid on economic growth: Emperical evidence from Ethiopia (1974-2011) using ARDL approach.
- Griffin K.B. and J.L. Enos. (1970). Foreign assistance: objectives and consequences. *Economic Development and Cultural Change*. 18(3), pp 313-27.
- Guillaumont P et Chauvet L. (2001). Aid and Performance : A reassessment . *Journal of Development Studies* .37,66-92.
- Gyimah-Brempong K et Racine J.S. (2014). Aid and economic growth : a robust approach. *Journal of Africa development*.16, 1-35.
- Gomanee Karuna., Girma Sourafel., Morrissey Oliver. (2005). Aid and growth in Sub-Saharan Africa: Accounting for transmission mechanisms. *WIDER Research Paper*, No. 2005/60, ISBN 929190743X. *The United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER)*, Helsinki.
- Hall Robert E. et Jones Charles I. (1999). Why Do Some Countries Produce So Much More Output Per Worker Than Others? *The Quarterly Journal of Economics*. 114 (1), 83-116.
- Hansen H. et Tarp F. (2000). Aid and Growth Regressions. *CREDIT Research Paper* 00/7. Nottingham: School of Economics, University of Nottingham.
- Harrod R.F. (1948). Towards a Dynamic Economies, Mac Millan, 77-91. *Traduction française* Dans « Problématiques de la croissance », 27-37.

- Hirschman A. O. (1964). La stratégie du développement économique. *Traduction française Editions ouvrières, Paris.*
- Imen K. (2014). Aide au développement et croissance économique. *International Conference On Business, Economics, Marketing & Management Research, 2, 97-102.*
- Islam A. N. (1992). Foreign Aid and Economic Growth: An Econometric Study of Bangladesh. *Applied Economics, 24(5): 541-44.*
- Javid M. et Qayyum A. (2011). Foreign Aid-Growth Nexus in Pakistan: Role of Macroeconomic Policies. *MPRA Paper 29498. Munich: MPRA.*
- Jones Y. M. (2013). Testing the foreign aid-led growth hypothesis in West Africa. *Management Working papers 3. Birkbeck department of management.*
- Kao C. (1999). Spurious regression and residual-based tests for cointegration in panel data. *Journal of econometrics, 90(1),1-44.*
- Knack S. et Keefer P. (1995). Institutions And Economic Performance : Cross- Country Tests Using Alternative Institutional Measures. *Economics and Politics 7 (3), 207-227.*
- Knack, S. (2000). Aid Dependence and the Quality of overnice: A Cross-Country Empirical Analysis. *World Bank Policy Research Paper.*
- Kargbo P.M. (2012). Impact of Foreign Aid on Economic Growth in Sierra Leone: Empirical Analysis. *UNU-WIDER, Helsinki, Finland. Working Paper No. 2012/07. 44 pp.*
- Karras G. (2006). Foreign aid and long run economic growth: empirical evidence for a panel of Developing countries. *Journal of international development. Vol.18.no.7. page 15-28*
- Kathema P. (2019). Analyse de l'effet de la qualité des institutions sur la croissance économique Des pays de l'UEMOA. Mémoire de master en sciences économiques et de gestion, Option : Croissance et Economie de Développement, UFR/SEG, Université Aube Nouvelle, Burkina Faso, 54p.
- Kuznets S. (1971). Economic Growth of Nations: Total Output and Production Structure. *Harvard University Press, Cambridge.*

- Laciné B. (2012). Impact de l'aide publique au Développement sur la croissance et l'épargne domestique des pays de l'UEMOA
- Larquemin A. (2008). L'aide publique au développement est-elle efficace à l'échelle Macroéconomique ?. Mémoire de master, Université Robert Schuman, Strasbourg ? 143p.
- Lucas R. (1988). On the Mechanics of Economic Development. *Journal of Monetary Economics*, (22), 3-42
- Mallaye D. et Yogo U.T. (2013). Hétérogénéité des effets de l'aide sur la croissance Économique en Afrique Subsaharienne : évidence comparative entre pays stable et pays post conflit. *African Development Review*, 3(27): 216–229.
- Mallik G. (2008). Foreign Aid and Economic Growth: A Cointegration Analysis of The Six Poorest African Countries. *Economic Analysis and Policy*, Elsevier, vol. 38(2): 251-260, September.
- Mosley P. (1980). Aid, Savings and Growth Revisited. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 42(2), 79-95.
- Nafiou M. (2009). Impact de l'aide publique au développement sur la croissance économique Du Niger. *Revue Africaine de l'Intégration*, vol.3, n°2, pp 223-268.
- Nikiema A. (2017). Volatilité de l'aide publique au développement, qualité des institutions Et croissance économique des pays de l'Afrique subsaharienne. Mémoire de master en sciences économiques et de gestion, Option : macroéconomie appliquée et finance internationale, UFR/SEG, Université Ouaga II, Burkina Faso, 30p.
- Nubukpo K. (2013). Cinquante ans d'Union monétaire ouest africaine : qu'avons-nous Appris ?. *Revue d'économie financière*, 110, 145-164.
- Nurkse R. (1953). Problems of capital formation in underdeveloped countries. *Oxford University press*.
- Ogundipe and al (2014). Is Aid Really Dead? Evidence from Sub-Saharan Africa. *International Journal of Humanities and Social Science*, 4, (10).

Papanek G.F. (1973). Aid, Foreign Private Investment, Saving, and Growth in Less developed Countries. *Journal of Political Economy*, 81, 120-30.

Perroux F. (1961). L'économie Du XXème Siècle. *Paris, Presses universitaires de France*, 589.

Raghuram Rajan and Arvind Subramanian. (2008). Aid and Growth: What Does the Cross Country Evidence Really Show ? *The Review of Economics and Statistics*, 90, (4), 643-665.

Rahnama M., Fawaz F., et Gitting K. (2017). The effect of foreign aid on economic growth in Developing countries. *The journal of developing areas*, 51(3), 153-171.

Rodrik D. (1999). Institutions for High-Quality Growth: What They Are and How to Acquire Them. *Harvard University*.

Romer P. (1986). Increasing Returns and Long-Run Growth. *Journal of Political Economy*, 94, 1002-1037

Rosenstein-Rodan P. N. (1943) Problems of Industrialization of Eastern and South Eastern Europe. *The Economic Journal*, 53.

Sane I. (2022). Essais sur la problématique de l'aide publique au développement en Afrique de l'Ouest. Thèse en Economie. Option: Analyse Economique et Econométrie, École Doctorale Espaces, Sociétés et Humanités, Université Assane SECK de Ziguinchor. Sénégal, 215 p

Snyder D.W. (1993). Donor bias towards small countries : an overlooked factor in the analysis Of foreign aid and economic growth. *Applied economics*. 25,481-488

Solow R. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. *Quarterly Journal of Economics*. 70, 65-94.

Uemoa. (2023). Rapport Semestriel d'Execution de la Surveillance Multilatérale.

Wamboye E. (2012). Quantity or quality? Foreign aid implications on economic growth in least Developed countries. *Munich personal RePec Archive (MPRA) paper*. University library of munich, Germany.

World Trade organization. Pays membres de l'UEMOA. WT/TPR/S/362

Yahyaoui, I., Hamdaoui, M., & Bouchoucha, N. (2019). Official development aid effectiveness

And economic growth in African countries: The role of the governance.

Yiew T. H., et Lau E. (2018). Does foreign aid contributes to or impeded economic growth.

Journal of International Studies, 11(3), 21-30.

Young, A., and Sheehan, M. (2014). Foreign aid, institutional quality, and growth. *European*

Journal of Political Economy, 36: 1